

Lettre de lecteur

«L'azote divise les esprits»

À propos des lettres de lecteurs sur la fumure, Bioactualités 8 et 10 | 17

Les lettres de lecteurs de Marianne Bodenmann et de Samuel Otti sont comme une lueur d'espoir à l'horizon. Voilà donc deux paysans sans diplômes supérieurs qui se risquent à parler de l'azote. Elle du pont de vue du bilan de fumure et de l'approvisionnement direct des plantes avec des éléments nutritifs. Lui du point de vue de l'action différente de l'azote de la matière organique et de l'azote soluble à l'eau. La première laissant les plantes choisir ce qu'elles veulent absorber, le dernier les forçant à prendre ce qu'on leur apporte. Si les expressions de ces opinions sont une lueur d'espoir, c'est parce qu'elles montrent clairement que les connaissances sont perçues différemment.

Quand Samuel Otti se réfère au Dr Müller, il est considéré par certains experts comme un indécrottable fondamentaliste qui ne peut pas entrer dans la modernité. Et quelques paysans qui ont passé en bio avant le boom bio des années 90 pensent que Marianne Bodenmann n'a jamais appris les fondamentaux de l'harmonie fertile qui se joue entre la terre et les plantes.

Les connaissances ne devraient jamais être érigées en dogmes. Cela signifierait en fait que Samuel Otti devrait s'ouvrir au progrès scientifique. Si on pense cependant au nombre de progrès fascinants qui sont devenus en une génération des cercles vicieux menaçants, on recommanderait plutôt à Marianne Bodenmann de passer en revue la littérature agricole des 200 dernières années, qui révèle clairement combien de produits chimiques d'abord «merveilleux» ont été interdits ensuite. Y a-t-il jamais eu un produit chimique contre lequel ravageurs et maladies n'ont pas développé de résistance? Le milieu dans lequel se déroule la vie décide qui va dominer, les agents pathogènes et les ravageurs ou la force vitale et la santé. Nos techniques agricoles influencent bien plus ce milieu que ce qu'on pense généralement.

Il faudrait enchaîner ici avec une analyse du rôle des différentes sortes d'azote. Notamment sur la structure du milieu vital et des protéines – qui pilotent tout le métabolisme et forment la structure du matériel héréditaire. Mais je dois m'arrêter là car cela dépasse le cadre d'une lettre de lecteur. Peut-être que la Rédaction reconnaîtra à quel point un échange de réflexions entre pensée scientifique abstraite et pensée holistique pourrait être important et enrichissant. Elle mettra alors la place nécessaire à disposition et motivera les lecteurs à discuter de leurs opinions de manière à la fois controversée et respectueuse. Si le Bioactualités ne veut pas prendre le risque, les personnes intéressées ont la possibilité d'aller sur www.terrabc.org pour se faire (en allemand) une comparaison entre anciennes et nouvelles connaissances empiriques.

Je félicite Marianne Bodenmann et Samuel Otti pour leur courage de communiquer concrètement et sans prise de bec leurs opinions sur des questions décisives de l'agriculture biologique. Et je félicite la Rédaction pour son courage de ne pas exclure les thèmes controversés.

Ernst Frischknecht
Tann ZH

Je vous le dis

La quantité de travail augmente!

Le rumex était jusqu'ici la plante la plus pénible en bio: ramasser les tiges à graines avant de faucher, arracher les racines. Cela donne beaucoup – et même trop – de travail. Mais quelque chose s'y est soudainement rajouté ces quelques dernières années: le vératre et le séneçon se répandent, dans les pâturages c'est les chardons et dans la litière une explosion de cirse maraîcher et de colchiques d'automne! Vu que l'utilisation des prairies n'a pas changé au cours des 20 dernières années, j'attribue ces changements de composition botanique aux périodes extrêmement sèches ou humides de ces dernières années. En tout cas le travail supplémentaire a augmenté – parce que je veux des fourrages de bonne qualité, surtout sans plantes toxiques.

S'y oppose crûment le fait que la ferme a été rétrogradée de 2,1 unités de main-d'œuvre standard (UMOS) à 1,6 UMOS. Je n'ai pourtant jamais remarqué que je travaillais moins! Et en plus nos stagiaires ne peuvent plus faire que 55 heures par semaine au lieu de 66 – et avec un salaire plus élevé. Non pas que je critique cela, mais comment dois-je résoudre le problème? La vulgarisation trouve que je devrais utiliser les prairies écologiques en pente qui donnent beaucoup de travail seulement pour des moutons et arrêter de nettoyer les pâturages des vaches pour pouvoir engager moins d'employés.

Cela sonne bien, mais est-ce que c'est ça l'avenir? Abandonner les prairies écologiques, laisser les pâturages se dégrader et donner à moins de gens la possibilité de connaître l'agriculture? Sans compter les baisses des paiements directs si les pâturages ne sont pas suffisamment nettoyés. Alors autant continuer comme maintenant. Car le maintien des prairies écologiques,

les pâturages propres, la lutte contre les plantes toxiques et la collaboration avec des gens intéressés me tiennent à cœur! C'est bien là le défi de l'agriculture actuelle, surtout en bio: Il y aurait beaucoup de travaux nécessaires et utiles, mais ils sont trop peu reconnus et l'argent manque pour les employés indispensables.

Rolf Streit
Galgenen SZ



Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch. Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.

Lettres de lecteurs

«Un organe d'énergie vitale»

Tandis que la terre, l'eau, l'air, la lumière et la chaleur se donnent la main, et cela en harmonie avec les forces formatrices et les forces créatrices de la nature, les plantes fourragères commencent à germer, à pousser, à fleurir et à mûrir, servant ainsi notamment de source de nourriture pour la vache. Au cours de l'activité digestive de la vache, depuis la salivation jusqu'à la digestion proprement dite en passant par la rumination, de grandes quantités de plantes fourragères sont valorisées de manière géniale. D'un côté les plantes sont décomposées en diverses substances, ce qui donne le flux des matières, et de l'autre les forces formatrices auparavant liées sont libérées par cette «valorisation» et forment le flux des forces. De même que le flux des matières s'écoule dans la vache depuis la tête, donc du devant vers le derrière, le flux des forces va de l'arrière vers l'avant – comme la truite qui nage à contre-courant – en remontant la colonne vertébrale vers la tête et jusque dans les cornes (hélicoïdales, n. b.). La substance enveloppante des cornes empêche ces forces de rayonner vers l'extérieur. À l'intérieur de la corne se cache un os très irrigué, le cornillon. Il forme la pointe des très crevassés sinus maxillaires, fosses nasales et sinus frontaux ainsi que du complexe du cornillon. Cette structure est en profonde résonance avec le processus de la rumination et l'enveloppe complètement.

Paisible, la vache qui rumine est complètement abandonnée à l'illumination intérieure de ces forces formatrices qui ont été libérées et qui se recréent. Elles sont révélées par exemple par les étoiles de glace sur les vitres gelées ou dans les formes infiniment différentes des flocons de neige. En tant que «couronne» et «place de transit» de ces forces formatrices, la corne de la vache est le centre même du processus.

1. La corne aspire ces forces dans son remous spiralé comme par exemple l'embryon enroulé sur lui-même, les galaxies spirales ou la torsion des plantules de céréales.
2. La corne est à même de «conserver» en elle cette énergie.
3. La corne, en tant que corne d'abondance des forces vitales, rediffuse perpétuellement ce rayonnement comme «lumière intérieure» dans tous les processus vitaux internes de la vache.

La bouse de vache emporte ces germes de lumière et les rend à la tranquillité de la terre pour y naître et porter de nouveaux fruits. Cela ressort du Cours aux agriculteurs donné par Rudolf Steiner à Pentecôte 1924 à Koberwitz, mais la recherche qualitative par cristallographie sensible, par morphochromatographie et par les analyses spagiriennes révèle aussi que le lait, la viande, les poils et l'urine des vaches cornues fournissent d'autres images, d'autres formes – entre autres plus finement ramifiées. Comme le portrait de l'aurochs, archétype de ces images. L'aurochs représentant ici le taureau, la vache ou la génisse. Et tout cela comme cadeau.

Nous avons besoin de ce type de nourriture pour former l'intérieur même de nos os – et pour former nos pensées fructueuses les plus intérieures.

Olivier Vuille
Trubschachen BE

«Non au néo-libéralisme, oui à la souveraineté alimentaire!»

Il y a quelques années, le Comité de Bio Suisse avait invité Hans-Rudolf Herren de Biovision à l'AD pour tenir un discours. À la fin, l'assistance, y compris le comité, a longuement applaudi. Mais son message et celui du rapport de l'ONU sur l'agriculture mondiale n'a pas été entendu et encore moins compris.

Voilà pourquoi il a fallu le printemps passé la motion de Bio-Genève pour cadrer le Comité de Bio Suisse en lui imposant le «non, mais» au lieu du «oui, mais» en ce qui concerne sa position dans les questions du libre-échange. Là encore, le message n'a hélas pas passé et le Comité continue à foncer dans le néo-libéralisme dévastateur. Sinon, comment expliquer son refus de l'initiative sur la souveraineté alimentaire? N'a-t-il pas compris que cette initiative est peut-être le seul moyen de sortir l'agriculture de l'impasse actuelle? N'a-t-il pas compris que cette initiative vise justement les objectifs d'une agriculture biologique respectant l'environnement? N'a-t-il pas compris que l'industrialisation de l'agriculture ne saura jamais contrer les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture et par là non plus le changement climatique? N'a-t-il pas compris que l'initiative est le seul moyen pour garder les paysages intacts et les régions périphériques de notre pays peuplées, vivantes et accueillantes? N'a-t-il pas compris que la globalisation débridée mène à une globalisation de la misère (sauf pour quelques individus très, très clairsemés), tandis que l'initiative pour la souveraineté alimentaire veut globaliser la vision de structures locales, sociales et équitables?

Il faut que l'agriculture soit au service de tous, qu'elle ne

détruise pas les bases de notre existence! Mais sans changement de cap, notre agriculture (et avec elle nous tous) fonce droit dans le mur. C'est pour cela que nous avons besoin de l'initiative pour la souveraineté alimentaire et de ses visions élargies qui ne s'arrêtent pas aux frontières de notre petit pays.



Maurus Gerber
La Sagne VD

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch. Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.

Lettres de lecteurs

«L'initiative pour une eau potable propre n'interdit rien»

Lettre de lectrice à propos de l'article «Initiative pour une eau potable – compatibilité restreinte avec le bio», Bioactualités 2 | 18

De nombreuses affirmations sur l'initiative pour une eau potable propre publiées dans l'article susmentionné sont malheureusement fausses. Les paysans bio méritent d'être correctement informés sur cette initiative populaire qui suscite beaucoup de discussions émotionnelles. Ce qui est juste c'est que l'initiative n'interdit rien mais ne veut plus garantir de paiements directs aux exploitations qui utilisent des pesticides. Les pesticides sont des substances toxiques selon la définition du Plan de réduction des pesticides en Suisse qui a été co-signé par Bio Suisse. Il est important de dire clairement qu'il ne s'agit pas, comme l'écrit Bio Suisse, de produits phytosanitaires (PPH). Les PPH comprennent aussi des substances totalement inoffensives comme les poudres de roches ou le purin d'ortie. L'initiative ne veut pas limiter leur utilisation.

Après consultation du FiBL et de Vision Landwirtschaft, les seules substances concernées en bio sont celles qui se trouvent aussi sur la «Black List» de Greenpeace. Il s'agit actuellement du cuivre, du pyrèthre, du Spinosin et de l'huile de paraffine, qui vont selon le FiBL de toute façon être obsolètes d'ici 10 à 20 ans et être remplacés par des variétés résistantes, des améliorations agronomiques ou des PPH non toxiques.

Donc: Les extraits de plantes, le soufre, les minéraux argileux, l'huile de sésame etc. ne sont pas concernés par l'initiative, qui est biocompatible et favorise les objectifs centraux de l'agriculture biologique: une production sans poisons basée sur la fermeture des cycles des éléments nutritifs. L'initiative est une grande chance pour l'agriculture – aussi bio. Car elle contribue à établir encore mieux qu'aujourd'hui l'agriculture biologique comme alternative non toxique à l'agriculture industrielle.

Franziska Herren, Wiedlisbach
Association pour «Une eau propre pour tous»,
Auteurs de «l'Initiative pour une eau potable»

Remarque de Martin Bossard, Bio Suisse, auteur de l'article

J'ai appuyé cet article sur la base juridique actuelle. L'utilisation des produits phytosanitaires est régie dans l'Ordonnance sur les produits phytosanitaires. La notion légale de produits phytosanitaires (PPH) comprend les produits de synthèse, les auxiliaires et des substances naturelles relativement inoffensives comme l'huile de fenouil ou le purin d'ortie. Les PPH autorisés en bio figurent dans une liste séparée que le FiBL actualise chaque année avec les autorités. Les auteurs utilisent dans le texte de l'initiative la notion de «pesticides» qui n'est juridiquement pas clairement définie. Si l'initiative est acceptée, le Législateur devra définir quels PPH sont considérés comme des pesticides. Les fermes bio seront donc, selon l'application de l'initiative, soit pas du tout, soit très fortement touchées.

«La teneur en gluten doit être supprimée des listes de variétés»

Il y a quelques années, lors d'une Journée des grandes cultures bio, le commentateur a parlé en détail des différents avantages des variétés de blé bio. Le désavantage était toujours le même: Les variétés bio ont énormément de peine à atteindre les teneurs en gluten exigées. «Pourquoi cette surenchère obligatoire des teneurs en gluten, ce n'est pourtant pas sain du tout!», avais-je demandé. Réponse: Les grands distributeurs l'exigent et nous devons prendre ça au sérieux. J'ai rétorqué: «Est-ce que la sélection du blé suit les besoins de l'industrie ou ceux de la santé des consommateurs?», avant de m'adresser au représentant de la grande distribution qui était là. Il m'a écouté avec patience expliquer que l'augmentation des cœliaquies et le blocage de l'absorption des minéraux et oligoéléments naturels à cause de la fumure azotée intensive sont des problèmes en progression. Et que s'y rajoute le fait que des études scientifiques ont établi que le tiers de l'azote finit dans les nappes phréatiques et nuit à la santé via l'eau potable. Sa réponse: «Mon rôle est de garantir le fonctionnement des processus industriels. La santé est du ressort d'autres gens.»

Et qui de ces autres a déjà constaté dans sa propre étable l'effet des différents nitrates sur la santé? Qui de ces autres a lu le Dr E. Scheller, qui dit que l'augmentation de la protéine gluten inhibe les protéines albumines et globulines, qui sont beaucoup plus importantes pour ceux qui travaillent à l'écran? Y a-t-il des spécialistes capables d'appréhender le phénomène de la vie aussi profondément que les paysans? Nous ne pouvons pas nous soustraire à notre responsabilité.

Éviter l'azote soluble à l'eau était le principe le plus important de l'agriculture biologique. Si les grands distributeurs nous forcent à l'abandonner et si les prescriptions fédérales soutiennent ça, le slogan «S'il y a le Bourgeon dessus c'est bio dedans» deviendra une farce. J'ai eu au cours des 40 dernières années la possibilité de rassembler deux gros classeurs d'articles et de résultats de recherches émanant de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et de sources internationales. Les effets de l'azote sur les plantes et ceux qui les consomment ainsi que sur le climat et la biodiversité y apparaissent comme un signal qui a passé au rouge. C'est suffisant pour vouloir qu'on pratique une sélection qui vise des cycles végétaux et nutritionnels plus naturels. Si on veut atteindre cet objectif, il faut que la teneur en gluten disparaisse des procédures d'homologation des variétés – de même que les déductions pour trop faibles teneurs en protéines. On peut très bien faire du pain avec du blé moins riche en gluten – à condition de laisser à la pâte le temps qu'il lui faut. Exigeons des autorités une réorientation de la sélection du blé car elle suit des critères problématiques qui datent d'il y a bientôt 60 ans. Il serait en effet fatal que l'inflexibilité des autorités mène les consommateurs à se détourner du pain et à douter de la sincérité du bio au point de stopper la poursuite de son développement.

Ernst Frischknecht
Tann

«Une stratégie fourragère qui ne va pas pour la montagne»

Lettre de lecteur à propos des projets de modifications de la stratégie pour l'alimentation des ruminants

C'est avec une grande inquiétude que j'attends l'Assemblée des délégués de Bio Suisse du 18 avril, car les délégués devront voter sur des modifications des directives d'affouragement des ruminants. Le Comité de Bio Suisse fait la proposition de limiter la proportion de concentrés (céréales et composants protéiques) à 5 % de la ration des ruminants.

Notre famille gère avec joie une ferme bio avec production laitière et remonte en zones de montagne deux et trois. Une douzaine de vaches Tachetée rouge suisse sont vendues chaque année – presque toujours à des paysans de plaine qui cherchent des vaches avec un bon rendement laitier.

J'ai récemment eu des discussions avec de nombreux collègues de la même région. Pour nous, en zone de montagne, cette diminution à 5 % serait très restrictive. L'hiver plus long, le climat rude et les précipitations très abondantes nous font récolter sur nos prairies permanentes des fourrages dont les teneurs et la qualité sont plutôt faibles et plus basses qu'en plaine. Les récoltes de fourrages sont en outre souvent reportées à cause des risques d'orages. Si on veut nourrir correctement nos bêtes et couvrir leurs besoins, nous avons besoin de 10 % de concentrés parce que nous avons déjà de plus grandes restrictions en montagne (seulement 5 % d'autres fourrages de base comme le maïs, les pulpes de betterave sucrière etc.). Les bêtes ont besoin de l'énergie qui manque dans nos fourrages de base pour ne pas en manquer pendant la phase de démarrage et de production et ne pas avoir de conséquences négatives sur la fécondité et la santé des onglons.

La vente du lait et des bêtes est toute notre existence, et une diminution à 5 % de concentrés nous fera inévitablement subir des pertes. La production de lait bio déménagera alors de la montagne sur les terres arables de plaine, ce qui ne concurrencera certainement pas moins l'alimentation humaine. Des essais réalisés dans la pratique ont montré que, si on diminue les concentrés, une vache doit manger beaucoup plus de fourrages grossiers sans pour autant pouvoir fournir le même rendement. Ces fourrages grossiers supplémentaires (foin, regain et silo d'herbe) ont à leur tour besoin de surfaces fourragères.

La zone de montagne a besoin de l'énergie de concentrés de proximité! Voilà pourquoi je souhaite que les décisions tiennent compte de la réalité et arrivent à un équilibre entre production raisonnable et durabilité.

Thomas Siegenthaler
Schangnau BE

«Pourquoi faire des concessions sur la durabilité?»

Lettre de lecteur à propos des projets de modifications de la stratégie pour l'alimentation des ruminants

Il est avéré que la production laitière peut être rentable quasiment sans concentrés partout où on peut produire du lait en Suisse. Des fermes Bourgeon le prouvent. À condition d'avoir des vaches adaptées aux conditions locales. Nous avons justement, avec les bovins, une situation confortable où chacun peut trouver une race adaptée – s'il le veut. Il n'y a donc pas de raison de sacrifier la durabilité sur l'autel des rendements laitiers.

Personne ne sera contraint à donner à ses vaches peu ou pas du tout de concentrés. Il faut plutôt se demander jusqu'à quand le lait de vaches qui consomment 800 kg par année de concentrés énergétiques et protéiques pourra encore avoir le Bourgeon. Cette stratégie permet sans autre qu'un tiers de la surface fourragère se situe quelque part à l'étranger sur d'excellentes terres arables où on pourrait sans problème cultiver des produits pour l'alimentation humaine directe, ce qui contrevient clairement aux principes et objectifs de l'agriculture biologique.

Si la majorité des délégués de Bio Suisse devait trouver qu'il n'est pas nécessaire de mieux respecter les principes d'une production laitière écologique et durable, cela n'empêchera pas la discussion de continuer. De nouveaux labels laitiers surgissent presque chaque jour. Pour l'instant cela ne gêne pas encore les paysans Bourgeon, mais qu'en sera-t-il dans 5 ou 10 ans? Sera-t-il encore possible de réaliser un prix du lait 25 % plus élevé? Plus vite nous nous donnerons de bons arguments moins nous serons attaquables.

Je sais que de très nombreux paysans et paysannes Bourgeon ont déjà franchi le pas vers une production laitière Bourgeon adaptée aux conditions locales. Ceux qui ne l'ont pas encore fait et veulent quand même continuer de produire du lait Bourgeon devraient rapidement réfléchir à leurs buts d'élevage. Beaucoup constateront alors avec joie que cela améliore même la rentabilité de la production laitière. Que veut-on de plus?

Voici encore ma proposition pour davantage de transparence: Bio Suisse crée un panneau que chaque producteur de lait devra clouer au mur de sa grange et sur lequel il sera marqué où chaque composant fourrager destiné aux vaches a été produit et combien il en utilise. Le consommateur pourra ainsi s'informer lui-même sur les matières premières qu'il y a derrière un fromage de montagne des Grisons, une Tête de Moine ou un Berner Mutschli.

Res Bärtschi
Lützelflüh BE

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch. Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.

Lettre de lecteur

«Faible incitation des taxes incitatives»



À propos de l'article «Initiative pour une eau potable», Bioactualités 2 | 18

C'est avec grand intérêt que j'ai lu l'article sur l'Initiative pour une eau potable publié dans le Bioactualités 2 | 18. Je ne peux que soutenir la plupart des affirmations. J'ai cependant été étonné que ce ne soit qu'à la fin de l'article qu'on déplore le peu d'ambition de la stratégie de la Confédération pour les pesticides et qu'on exige une taxe incitative sur les pesticides. Le fait que la taxe incitative introduite au Danemark semble avoir fait économiser 40 pourcents de pesticides n'est pas juste. C'était bien le but, mais il a clairement été manqué. Les expériences faites dans plusieurs pays montrent au contraire que les taxes incitatives de ce genre sont peu efficaces sauf pour occuper des fonctionnaires. Les paysans ne traitent pas par plaisir mais pour satisfaire les exigences des acheteurs. Et ces derniers ne paieront pas plus cher et ne poseront pas moins d'exigences si les produits de traitement deviennent plus chers. Cela ne change donc rien pour les consommateurs: Tant que les denrées alimentaires sont assez bon marché ils acceptent que la production utilise des pesticides – sinon ils achèteraient bio.

C'est la consommation qui est le moteur. De nombreux problèmes seraient résolus si tous les consommateurs achetaient bio. Il faudrait faire une évaluation et par exemple frapper les denrées

alimentaires conventionnelles d'un impôt sur les pesticides ou, encore mieux, d'un impôt différencié sur la pollution de l'environnement. Ces taxes ne devraient bien sûr pas être payées par les producteurs de pommes de terre ou de pommes mais par les consommateurs de pommes de terre ou de pommes, et aussi pour les marchandises importées. Aucun doute que le problème puisse être techniquement résolu, car si on peut calculer une taxe incitative pour chaque pesticide on peut tout aussi bien en définir une pour les produits alimentaires. Et si on utilisait le produit de cet impôt pour encourager l'agriculture biologique et soutenir la recherche, la sélection variétale et le développement de nouvelles méthodes, les denrées alimentaires bio seraient très vite moins chères et les conventionnelles plus chères. Il s'achèterait alors davantage de bio et la Suisse aurait très vite, probablement en quelques années seulement, une agriculture en grande partie bio.

Si le Conseiller fédéral Schneider-Ammann peut augmenter la TVA quand il veut pour ses plans de libre-échange afin de pouvoir compenser les pertes de revenus des paysans, il devrait quand même être aussi possible d'introduire un impôt basé sur des points de pollution de l'environnement et de l'utiliser pour favoriser l'agriculture biologique.

Domage que Bio Suisse ne poursuive pas ce genre d'idées mais préfère se limiter à des mesures peu efficaces comme les taxes incitatives.

Eveline Dudda
Hinterforst SG

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch.

Solution du rébus de la page 12: 1D/2A/3C/4B

- 1 Les fleurs et les insectes la remercient: Véronique Chevillat s'investit pour la biodiversité dans l'agriculture.
- 2 Anet Spengler Neff travaille sur la sélection bovine adaptée aux conditions locales et étudie l'alimentation et la rumination des vaches.
- 3 Barbara Früh est une actrice du bien-être des animaux: elle encourage la garde et l'alimentation des porcs selon leurs besoins spécifiques.
- 4 Claudia Daniel découvre des produits efficaces contre des petites bestioles comme p. ex. des parfums répulsifs contre le méligèthe du colza.

Sous-semis Bio de Semences UFA

Wellness pour vos sols

UFA
SAMEN | SEMENCES

www.semencesufa.ch

Lettres de lecteurs

«Produisons donc avec mesure»

Lettre de lecteur au sujet du voyage d'un Conseiller fédéral en Amérique du Sud du 29 avril au 5 mai 2018 et sur la maltraitance des chevaux, des bovins et des volailles dans les pays sud-américains.

Nombreux sont ceux qui ont suivi l'appel du Conseiller fédéral Schneider à investir en Amérique du Sud. Son coaching et son team-building ont été un succès puisque la présentation choisie par les services officiels a été louée de toute part. Même les représentants des paysans qui étaient du voyage n'ont vu qu'un détail dans les probables milliers de tonnes supplémentaires de viande de volaille, de boeuf et de cheval importées. Pas un mot sur les destructions brutales de la nature pour les monocultures d'aliments fourragers, sur la quasi inexistante protection des animaux, sur l'utilisation effrénée des antibiotiques et du glyphosate, sur les scandales et les lacunes d'hygiène du Brésil qui forcent la Russie à interdire l'importation de la viande qui en provient. Tout cela me rappelle un peu ces intellectuels occidentaux qui, jusque dans les années cinquante, faisaient le pèlerinage de la dictature de Staline et trouvaient quand même des mots élogieux. Comme par exemple l'écrivain français Jean-Paul Sartre, qui se voilait volontiers la face devant le tyran soviétique et qui pinaillait chez lui sur chaque détail. Avons-nous vraiment besoin d'encore plus d'importations de viande bon marché qui bafouent la protection des animaux et qui ne font qu'attiser encore la consommation? Déjà aujourd'hui, un kilo de viande sur quatre vient de fabriques d'animaux étrangères. La Suisse produit et mange pourtant plus qu'assez de viande! Notre pays de prairies et de pâturages offre les meilleures conditions pour un élevage bovin respectueux de la nature qui serait *x* fois plus respectueux des ressources et de l'environnement que l'engraissement intensif à coups de concentrés. Produisons donc enfin avec mesure – pour le bien de notre environnement et des animaux, mais aussi de notre propre santé!

Dr sc. nat. Hansuli Huber
Directeur de la Protection Suisse des Animaux PSA

«Les porcs bouclés peuvent fouiller»

A propos de l'interdiction des boucles nasales chez les porcs.

Nous avons récemment participé à l'émission TV «Temps Présent», diffusée le 7 juin 2018 sur la TSR et intitulée «La viande, une affaire d'étiquette». Dans cette émission, nous avons été ravis de voir que d'autres personnes partagent plusieurs de nos réflexions, qu'il s'agisse de collègues, de vétérinaires, de journalistes ou de consommatrices.

La proportion de porcs élevés en milieu naturel ne représente que 0.01 % et elle a chuté de moitié en quatre ans (2012 – 2016). Depuis 18 mois, nous nous battons pour rendre possible l'élevage de porcs sur de vastes parcours (pâturages, vergers, sous-bois), à l'instar des grands pays producteurs de porcs en liberté (France, Espagne, Italie) où les porcs portent systématiquement une boucle ou une agrafe nasale. L'élevage en liberté est une

pratique durable, éthique, qui préserve au mieux les sols et qui limite au maximum la concurrence avec l'alimentation humaine. Pour ce faire, il ne doit pas être inclus dans une rotation de cultures mais doit se pratiquer en dehors des terres arables. Il doit être économique et facile à mettre en place afin que les produits qui en sont issus restent abordables pour les consommateurs et que d'autres éleveurs aient envie de se lancer!

La PSA (Protection Suisse des Animaux) nous oppose deux arguments à l'utilisation de boucles ou d'agrafes nasales. Le premier est que les animaux souffrent constamment. Or, aucune étude ne le prouve ou conclut qu'il faille interdire cette pratique. Même la PSA utilise le conditionnel dans son document dédié à cette thématique. D'ailleurs, dans l'émission TV, Monsieur Cesare Sciarra (PSA) ne se base pas sur une étude pour étayer son propos, mais sur son ressenti personnel! Pour son intime conviction, c'est évidemment suffisant, mais pour faire une loi fédérale, n'est-ce pas un peu léger? C'est pour cette raison que nous demandons qu'une étude soit faite!

Le deuxième argument est que ces boucles «bafouent un comportement naturel et inné», à savoir le fait de fouir la terre. Cet argument est ubuesque et en partie faux. Faux, car les porcs munis d'une boucle peuvent sans aucun problème fouiller paille, foin ou feuilles. A l'extérieur, l'instinct de fouir est donc autant, voire davantage respecté que dans n'importe quel bâtiment. Ubuesque, car si le fait de bafouer un instinct naturel et inné était suffisant pour interdire une pratique, toute forme de domestication devrait être interdite. L'instinct maternel interdirait de séparer le veau de la vache laitière à la naissance. L'instinct de reproduction, universel et propre à tout être vivant, interdirait la stérilisation – alors que paradoxalement, la PSA prône la stérilisation des chats! Ou encore l'instinct incontournable de se nourrir: pour le satisfaire, les chats ont l'instinct de tuer. Est-ce pour autant qu'il faille leur interdire les croquettes?

Mesdames et Messieurs de la PSA, si vous êtes un tant soit peu sérieux, pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous ne voulez pas entrer en matière pour qu'une étude sur cette pratique, dirigée par une station de recherche fédérale, soit menée? Si vous êtes sûrs de vous, que risquez-vous? Pourquoi refuser le dialogue depuis si longtemps? Vous «parlez» bien avec des cochons, venez le faire avec nous et les organisations qui nous soutiennent, comme la Fédération Romande des Consommateurs ou BioJura entre autres. Car de notre côté, tous les porcs avec lesquels nous avons discuté sont unanimes: ils préfèrent vivre leur vie avec un piercing dans le nez et dans un milieu naturel, plutôt que sans boucle et sur du béton! Et vous, si vous deviez vivre une vie de porc d'élevage, que choisiriez-vous?

Joan Studer, agriculteur bio
Lucelle JU

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch. Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.

Lettres de lecteurs

«Vératre: Quelle est sa toxicité?»

À propos de la brève «La mort silencieuse du vératre blanc»,
Bioactualités 9 | 2017

Nous sommes jusqu'ici parti de l'hypothèse que nos 100 chèvres nous aideraient à cohabiter avec le vératre. Elles n'en mangent que quelques feuilles lorsque cette plante est encore jeune dans les pâturages, mais en hiver elles trient les plantes séchées qui sont dans le foin pour les croquer avec délices. J'ai appris d'un vieux paysan que son père séchait et stockait à part les plantes en fleur pour les donner aux bêtes comme des friandises dont elles se délectaient comme si c'étaient des chips.

J'ai maintenant lu que le vératre est fortement toxique. Nos bêtes vont très bien malgré qu'elles aient nettoyé un pâturage plein de vératre: Elles ont mangé jusqu'à la tige des centaines de plantes en fleur. J'ai déjà entendu dire que les plantes d'un certain âge contiennent moins de poison. J'ai donc bien sûr des questions à propos de cette toxicité: Comment cela se passe-t-il avec le lait? Est-ce que les poisons vont aussi dans le lait, voire même jusque dans le fromage? Les chèvres courent-elles un risque insidieux d'empoisonnement, p. ex. un endommagement des organes? Une paysanne m'a raconté que son père disait que les vaches qui mangeaient des vératres avaient de la peine à redevenir portantes. Est-ce que les jeunes vératres séchés qui se trouvent dans le foin sont encore toxiques?

Quels sont les effets du vératre sur l'homme? Quand nous récoltons les plantes nous portons des t-shirts à longues manches et des gants. Est-ce nécessaire? Une paysanne de mes amies trie depuis des années ces plantes à mains nues pour les sortir des andains. Quand une prairie contient de nombreux vératres en fleur, elle sent mauvais et cela nous fait éternuer sans fin.

La période printanière, qui est idéale pour couper les vératres parce qu'on peut encore les laisser sur place, est tellement courte que nous n'arrivons jamais à assainir toutes les pâtures, prairies et forêts avoisinantes. Il est cependant rare que les tiges forment vraiment des graines parce qu'elles sont soit coupées avant lors de la fenaison, soit mangées par les bêtes. Cette année, où chaque plante de vératre a de nouveau fleuri, nous avons parcouru quelques prairies avant les foins pour couper et rassembler les tiges en fleur. Seul le pâturage d'été des ânes y a échappé et les vératres s'y sont ressemés. Le plus grand problème est cependant que cette plante se multiplie de manière souterraine.

Au printemps, mon principal souci est toujours le vératre. Voilà 25 ans que nous cultivons des prairies et des pâturages sur la pente nord de Sedrun, et chaque printemps le vératre blanc occasionne une surcharge de travail. La lutte contre lui absorbe une trop grande partie de notre temps et de notre capacité de travail. Et le pire est que tout ce travail semble inutile. Même dans les prairies où nous coupons chaque plante à la faux depuis des années, nous ne constatons pas de diminution du nombre de vératres – plutôt le contraire.

Iris Deck, Agricultrice
Sedrun GR

«Boucles nasales: Piercing à la mode ou maltraitance?»

À propos de la lettre de lecteur «Les porcs bouclés peuvent fouiller»,
Bioactualités 6 | 2018

Dans sa lettre de lecteur, Joan Studer brise une lance pour la pose d'agrafes et de boucles nasales aux porcs de plein air vivant au pâturage et il compare cette intervention à un piercing. En fait, tout est à l'envers dans cette comparaison. Rappelons que nous autres humains prenons notre nourriture avec un couteau et une fourchette et que, quand nous fouillons la terre du jardin, nous utilisons nos mains et un outil – pas notre nez. On peut le tourner et le retourner comme on veut: Les agrafes et les boucles nasales sont utilisées pour brider efficacement ce comportement typique des porcins qui consiste à fouir la terre pour trouver des petits animaux, des graines et des racines. L'expression de ce puissant instinct inné ne peut être empêchée ou diminuée par des agrafes ou des boucles que parce qu'elles font mal aux cochons quand ils fouissent. Elles peuvent même les empêcher de manger facilement dans leur auge. Les bêtes n'ont alors que le choix frustrant entre ne pas fouir et souffrir. Du point de vue de la protection des animaux, plusieurs études ont prouvé l'importance de cette intervention qui empêche les cochons de fouir et même de manger facilement. Le Conseil fédéral a donc bien fait d'interdire les agrafes et les boucles nasales depuis 2008.

Maintenant, Monsieur Studer et son élevage porcin de plein air sont tout sauf des bourreaux d'animaux. Il aimerait – et c'est compréhensible – conserver cette forme d'élevage mais sans pour autant renoncer à cette intervention contraire à la protection des animaux parce qu'elle lui garantit que les cochons ne vont pas labourer les herbages qui leur sont offerts.

La question est donc de savoir si ce but compréhensible peut aussi être atteint sans la pose d'agrafes ou de boucles nasales. La PSA soutiendrait très volontiers un tel projet d'étude réalisé par le FiBL ou AgroScope. Et il n'y aurait pas besoin de partir de zéro puisque nous nous rappelons que d'anciens agronomes comme le professeur de l'EPFZ Claude Gerwig – aussi humains que compétents – disaient que «les cochons ne s'attaquent pas aux pâturages dont le gazon haut comme le poing est assez dense.» Les pâturages pour les porcs étaient partout courants autour des porcheries jusqu'au milieu du siècle passé. Les connaissances actuelles ont même été rassemblées par Menke, Christmann et Hörnig en 2016 dans une brochure très pratique de 30 pages intitulée «Weidehaltung von Schweinen» et publiée par la société allemande pour la production animale biologique (Deutsche Gesellschaft für ökologische Tierhaltung).

Dr Hansuli Huber
Directeur de la Protection Suisse des Animaux PSA

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch.

Nécrologie



«Vrai protecteur de l'environnement»

À propos du décès de Heinz Zumstein, le premier président du FiBL

C'est le 5 septembre de cette année que le Dr Heinz Zumstein est décédé à Oberwil BL à l'âge de 97 ans. Il a présidé le Conseil de fondation du FiBL de 1978 à 1990 et de 1992 à 1997. Sa carrière de capitaine de l'économie a commencé comme CEO de Holzstoff AG, une entreprise bâloise de l'industrie du bois, du papier et de la cellulose.

La plus belle facette de Heinz Zumstein était son engagement pour la protection de l'environnement. Il a été à la fin des années 1970 le premier patron à s'engager pour l'écologie et la protection de l'environnement. Il a créé la SPE, la Société Suisse pour la Protection de l'Environnement, qui a vite fait partie des grandes organisations de protection de l'environnement.

En 1978, le directeur de l'école d'agriculture Ebenrain de Sis-sach, le Dr Otto Buess, qui avait fondé le FiBL avec cinq autres personnalités, lui avait demandé si son expérience de la gestion ne l'engagerait pas à assumer la présidence du FiBL. Heinz Zumstein n'a pas hésité à diriger la barquette du FiBL en plus de son gros bateau, la Holzstoff AG.

C'est à cette époque qu'a été posée la première pierre d'une évolution qui laisse encore aujourd'hui des traces profondes. Il a en effet négocié la propriété «Bernhardsberg» à Oberwil BL avec la fondation bâloise Christoph-Merian. Cette magnifique villa bourgeoise située sur une colline boisée au milieu des champs et des prairies est devenue entre 1979 et 1996 la Mecque mondiale de l'agriculture biologique – jusqu'à ce que le FiBL déménage en 1997 à Frick AG. Sans Heinz Zumstein, le FiBL n'aurait pas survécu aux années de sa fondation. Aujourd'hui c'est un gros institut de recherche et de conseil qui compte 200 spécialistes en Suisse et quelque 100 autres dans des pays de l'UE.

Heinz Zumstein, dans son rôle de président, a aussi soutenu l'engagement du FiBL dans le développement de l'IFOAM, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique, dont le siège est aujourd'hui à Bonn et qui, en tant que fédération mondiale nommée «IFOAM Organics International», regroupe et représente plus de 700 organisations bio de 170 pays auprès des instances de l'ONU et de l'UE. Il a suivi l'évolution de l'agriculture biologique et de «son» institut jusqu'à la fin et il a toujours été d'une générosité rare. L'ensemble de l'équipe du FiBL ressent à son égard une immense reconnaissance.

Urs Niggli, Directeur du FiBL

Lettre de lecteur

«Bio Suisse ou Bio Bourgeon ... »

À propos de l'article «Une huile de palme digne de confiance», Bioactualités 6 | 18, page des brèves



Je vous écris suite à la lecture de l'article sur l'huile de palme bio. Dans votre article il est écrit que la Coop veut utiliser à l'avenir uniquement de l'huile de palme certifiée Bio Suisse. Je reviens là dessus, car c'est une erreur de dire qu'elle est certifiée Bio Suisse. Elle pourra être certifiée Bourgeon (Knospe) avec la mention «BIO», mais jamais avec le logo Bio Suisse comportant le drapeau du pays. Il y a chez les consommateurs et même chez les producteurs une confusion entre ces 2 logos, qui veulent presque dire la même chose.

Mais il faut rappeler à tout le monde que:

- Bourgeon Suisse: il faut au moins 90 % des ingrédients Bio Bourgeon CH pour avoir le droit de mettre le Bourgeon avec le drapeau CH (le minimum pour le Swissness est 80 %);
- Pour les produits composés de moins de 90 % de matières premières produites en Suisse, le Bourgeon sera utilisé avec la seule mention «Bio» (comme l'huile de palme produite en Asie);
- Les produits bio importés et commercialisés avec le Bourgeon doivent remplir les conditions du Cahier des charges Bio Suisse.

Il est important que chaque producteur puisse faire la différence, car c'est d'abord à nous, agriculteurs bio, d'expliquer cela aux consommateurs.

François Devenoge, Dizy

Membre du comité de Bio Vaud

Réponse de la rédaction

Cher Monsieur Devenoge,

Un grand merci pour votre lecture attentive. Dans l'article mentionné, la désignation prêtait effectivement à équivoque: Il serait plus précis de parler soit d'«huile de palme Bourgeon» ou d'«huile de palme certifiée selon le Cahier des charges de Bio Suisse».

Il est en outre important de savoir que le Bourgeon est une marque enregistrée de Bio Suisse. Bio Suisse limite les importations de produits Bourgeon. Il est donc très rare que des pommes ou des poires puissent être importées et vendues avec le Bourgeon: il faut qu'il n'y ait pas assez de marchandise produite en Suisse.

Claudia Frick,

Rédactrice en chef du Bioactualités

Prière d'envoyer vos lettres de lecteurs à redaction@bioactualites.ch.